

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

# **Non au coup d'État contre la télévision publique grecque !**

- International -

Date de mise en ligne : mercredi 12 juin 2013

---

**Démocratie & Socialisme**

---

Cet article a été écrit le jour de l'annonce de la fermeture d'ERT.



Le mardi 11 juin à 23 heures, les écrans sont devenus subitement noirs pour ceux qui regardaient les trois chaînes de la télévision publique grecque (ERT). Le gouvernement de droite d'Antonis Samara venait de décider par une simple « codécision ministérielle » de fermer ce service public sans même passer devant la Vouli, le Parlement grec. 2656 fonctionnaires salariés étaient immédiatement mis au chômage, au total 4000 emplois étaient supprimés et le service public de l'audiovisuel purement et simplement rayé de la carte.

## Le gouvernement de droite fait d'une pierre deux coups

Il donne, tout d'abord, entièrement satisfaction à la Troïka, dont les délégués étaient présents à Athènes ce jour-là. La Troïka voulait réduire l'emploi public de 2000 salariés d'ici la fin du mois de juin : la fermeture de l'ERT permet de largement dépasser le quota.

Il mettait fin, ensuite, à un service public qui est le seul dans le paysage grec audiovisuel grec à organiser des débats sur la crise économique et ses enjeux d'une autre tenue que ceux des chaînes privées polarisées sur les faits divers.

Le « manque de rigueur dans la gestion » de l'ERT est un prétexte dérisoire. En quoi les banques européennes qui nous ont mené au bord de la catastrophe en 2007-2008 et dont les bilans sont saturés d'actifs pourris sont-elles mieux gérées ? C'est pourtant pour sauver ces banques que la Grèce a subi six plans de destruction sociale successifs, qu'elle subit sa 6e année de récession et que 27,6 % de sa population active est aujourd'hui au chômage.

## Les réactions politiques

La première chose qui frappe est la grande retenue des médias. Imaginons un seul instant qu'un gouvernement et un parlement de gauche, refusant d'appliquer la politique de la Troïka, ait décidé de transformer une chaîne privée

## Non au coup d'État contre la télévision publique grecque !

---

de télévision en service public : tous les médias auraient titré en première page et en titres géants contre cette « insupportable atteinte à la liberté d'expression ». Leur réaction au coup d'État contre la télévision publique grec est beaucoup plus distanciée et le plus souvent ramené à un simple « problème de gestion ».

En Grèce, seul le parti d'Antonis Samara, Nouvelle Démocratie soutient la décision gouvernementale. Le Pasok et Dimar, les deux autres formations de la coalition gouvernementale, demandent le retrait immédiat de la mesure. Leurs ministres ont refusé de signer la décision. Le parti des « Grecs indépendants », la droite de la droite, vient de déposer une motion de censure. Syriza exige la tenue d'élections législatives anticipées. Ce serait, en effet, la seule issue démocratique à la situation grecque : le gouvernement d'Antonis Samara n'est plus qu'un pantin dont la Troïka tire les ficelles.

En Europe, le Président de l'Union européenne de radiotélévision (UER) a écrit à Antonis Samara pour lui demander d'annuler immédiatement la décision de son gouvernement. Et, comme il vaut mieux s'adresser au bon Dieu qu'à ses saints, il a adressé la même exigence au président de la Commission européenne, José Manuel Barroso.

En France, Harlem Désir affirme que « *la fin de la télévision publique en Grèce symbolise l'absurdité de l'austérité, qui finit par menacer des institutions essentielles de la démocratie* ». Marie-Georges Buffet déclare « *Voilà où mène l'austérité et le refus de s'en prendre aux marchés financiers et à la spéculation* ».

## Aux côtés du mouvement social grec

Les deux confédérations syndicales grecques ADEDY (privé) et GSEE (public) appellent à la grève générale, le jeudi 12 juin.

Le syndicat des salariés de l'ERT appelle à l'occupation du bâtiment de la télévision publique. L'Assemblée générale des journalistes d'ERT vient de publier un communiqué pour exiger que l'ERT reste ouverte à la société, en tant que bien public propriété de tous les citoyens grecs. L'AG des journalistes déclare être « *en assemblée générale permanente* » et invite « *tous les acteurs sociaux et politiques, les scientifiques, les hommes de lettres et les artistes au siège de l'ERT* ».

« *Outre le fait que des milliers d'emploi sont impactés, c'est la démocratie et le pluralisme qui sont foulés au pied !* » déclare le dirigeant de la CGT, Thierry Lepaon, dont la centrale soutient la grève organisée par les syndicats grecs

Les syndicats français (SNJ, SNJ-CGT, USJ-CFDT) membres de la Fédération européenne des journalistes - FEJ - (200 000 adhérents en Europe) dénoncent le très grave coup porté à la démocratie et à l'information en Grèce après l'annonce de la fermeture de la télévision publique grecque ERT qui s'accompagne du licenciement pur et simple de 2600 salariés.

Face à la Troïka et à cette junte qui a quitté le kaki pour le costume noir, soyons tous aux côtés des salariés grecs. Si nous n'arrêtons pas la dictature de la Troïka après une telle provocation, demain à qui ce sera le tour ?